



Québec, le 5 juillet 2004

Commission d'étude sur la gestion
de la forêt publique québécoise
800, place d'Youville, 18^e étage
Québec (Québec) G1R 3P4
info@commission-foret.qc.ca

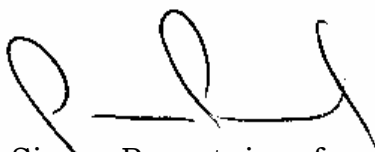
À l'attention de monsieur Guy Coulombe, président et des commissaires

Mesdames,
Messieurs,

L'Association des consultants forestiers du Québec est heureuse de vous soumettre son mémoire qui traite des sujets contenus dans le « Document préparatoire à la consultation publique ». Ce mémoire découle des problématiques que vivent nos membres et, par conséquent, les clientèles que nous représentons.

Nous désirons par la même occasion vous exprimer notre intérêt à présenter de façon succincte notre mémoire lors des audiences publiques qui se tiendront à la fin de l'été et à l'automne.

Sur ce, Mesdames et Messieurs les commissaires, nous vous transmettons nos salutations les plus cordiales.



Simon Parent, ing. f.
Président de l'ACF

BDD/jt

p. j. (1)



COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS
PORTANT SUR LES TRAVAUX DE LA
COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA
GESTION DE LA FORÊT
PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Document présenté par :

L'ASSOCIATION DES CONSULTANTS
EN FORESTERIE DU QUÉBEC

30 JUIN 2004

Association des consultants en foresterie du Québec

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

<u>Président</u>	Simon Parent	<u>Secrétaire</u>	Bruno Del Degan
	GAUTHIER, PARENT ET ASSOCIÉS		DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS INC.
	61, rue Saint-Jean		825, rue Sainte-Thérèse
	Québec (Québec) G1R 1N4		Québec (Québec) G1N 1S6
	Tél. : (418) 529-1301		Tél. : (418) 877-5252
	Courriel : simon.parent@gauthier-parent.ca		Courriel : bruno.deldegan@groupe-ddm.com

<u>Vice-président</u>	André Carle	<u>Administrateur</u>	Serge Côté
	GROUPE OPTIVERT INC.		TECSULT FORESTERIE INC.
	1470, rue Esther-Blondin, bureau 200		4700, boul. Wilfrid-Hamel
	Cap-Rouge (Québec) G1Y 3N7		Québec (Québec) G1P 2J9
	Tél. : (418) 654-0666		Tél. : (418) 871-2444
	Courriel : andre.carle@optivert.com		Courriel : s.cote@tecsult.com

<u>Administrateur</u>	Pierre Mathieu
	PIERRE MATHIEU, FORESTERIE CONSEIL INC.
	4750-J, rue Gaboury
	Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1E9
	Tél. : (418) 874-1029
	Courriel : bruno.deldegan@groupe-ddm.com

Coordonnées de l'ACF

4700, boul. Wilfrid-Hamel
Québec (Québec) G1P 2J9
Tél. : (418) 871-2444
Courriel : acf.acf@sympatico.ca

SOMMAIRE

L'Association des consultants en foresterie (ACF) regroupe les principales firmes de génie-conseil en foresterie au Québec. Les consultants en foresterie font partie des groupes les mieux placés pour apporter une contribution significative appuyée sur des positions ouvertes, indépendantes, professionnelles et intégrées. Nos membres, forts de leurs expertises et de leurs compétences diversifiées, réalisent des travaux pour une variété de clientèles : propriétaires privés et publics, industries et gouvernements nationaux.

Dans le cadre du mandat de la Commission, l'ACF désire soumettre les recommandations suivantes :

1. Connaissance forestière

- Développer un plan d'action concerté d'acquisition des connaissances forestières.
- Accroître l'allocation des ressources pour l'atteinte des objectifs du 4^e programme décennal.
- Améliorer les connaissances des peuplements en régénération.
- Normaliser le processus de réalisation de tous les inventaires.
- Remplacer l'inventaire d'intervention annuel par un inventaire périodique.

2. Planification et calcul de possibilité

- Synchroniser la réalisation des PGAF avec la disponibilité des inventaires.
- Étaler le dépôt des PGAF pour le Québec sur cinq ans.
- Tester et vérifier par d'autres méthodes les niveaux de prélèvement soutenu dans le temps.
- Analyser l'impact des scénarios d'aménagement sur les coûts et la qualité des bois.
- Utiliser des outils complémentaires ou intégrés pour tenir compte des impacts spatiaux et économiques.
- Maintenir les tables régionales de concertation.

3. Audition et certification

- Auditer toutes les composantes d'un CAAF et les travaux d'aménagement réalisés.
- Réviser les efforts de vérification des contrôles et suivis d'après les audits externes.
- Rendre public le résultat des audits.

4. Main-d'œuvre

- Adapter les calendriers de production afin de favoriser des emplois annuels.
- Favoriser l'utilisation de firmes externes spécialisées et qualifiées dans les travaux d'inventaire et de cartographie.

5. Stabilisation des normes

- Revoir la pertinence de l'ensemble des normes.
- Fixer dans le temps l'ajout de nouvelles instructions.

6. Intensification de l'aménagement

- Mettre en place une politique d'intensification de l'aménagement forestier.
- Viser la production optimale, basée sur un zonage.
- Rechercher des scénarios sylvicoles axés sur l'atténuation des conséquences des périodes critiques.

7. Économie forestière

- Développer des outils conviviaux permettant de réaliser des analyses de types avantages-coûts et autres.

L'ACF croit que la gestion de la forêt publique s'améliore constamment au Québec. À cet effet, les travaux de la Commission permettront de faire avancer davantage la foresterie au Québec. Par ce mémoire, l'ACF désire partager avec la Commission ses réflexions et surtout émettre une série de recommandations constructives.

TABLE DES MATIÈRES



Sommaire.....	3
Contexte général du mémoire	1
Présentation de l'Association des consultants en foresterie du Québec	3
Sujets d'intérêt pour l'ACF.....	5
1. Connaissance forestière	5
2. Planification générale et calcul de possibilité.....	6
2.1 Étalement des PGAF et des révisions de la possibilité	6
2.2 Amélioration des modèles de prédiction ou de simulation	7
3. Audition et certification	8
4. Main-d'œuvre	9
5. Stabilisation des normes.....	10
6. Intensification de l'aménagement.....	10
7. Économie forestière	12
Conclusion.....	13

CONTEXTE GÉNÉRAL DU MÉMOIRE



L'Association des consultants en foresterie (ACF) compte 16 membres actifs dans les principaux secteurs du génie-conseil en foresterie, et présents à la grandeur du Québec et même à l'étranger. L'activité économique générée par les membres de l'ACF et leurs filiales représente environ 85 % du marché de la consultation en foresterie au Québec. Par la voie de leur association, les consultants en foresterie désirent apporter une contribution positive dans les grands dossiers forestiers au Québec. Les positions que véhiculent l'ACF se veulent ouvertes, indépendantes et rassembleuses.

L'ACF reconnaît le besoin de contribuer aux travaux de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise et souscrit au mandat confié aux commissaires. L'ACF juge que la démarche contribue à bonifier la gestion des forêts du domaine de l'État, permettant ainsi au Québec de demeurer un chef de file, au niveau mondial, en matière de gestion durable des ressources forestières. L'amélioration continue de nos pratiques est essentielle pour promouvoir l'exportation de nos produits forestiers de même que notre savoir-faire. L'ACF souhaite toutefois porter à l'attention des membres de la Commission les positions de ses membres sur des questions contenues dans le document préparatoire à la consultation publique.



L'ACF formule des recommandations qui vont dans le sens d'une meilleure gestion des forêts du domaine de l'État allant de la connaissance du capital forestier et de la détermination des résultats escomptés jusqu'aux moyens et recommandations pour les atteindre. L'ACF suggère aussi d'effectuer une réingénierie des processus et des mesures de suivi et de contrôle des activités d'aménagement forestier et de procéder à des audits externes des pratiques forestières. Les audits devraient être placés sous la responsabilité d'un organisme impartial et indépendant. De l'avis de l'association, il faut éviter que le ministère des Ressources naturelles joue un rôle omniprésent, agissant à la fois comme concepteur, exécutant et contrôleur. L'approche de gestion devrait plutôt favoriser la « coresponsabilité », le travail d'équipe et la complémentarité des rôles chez les divers intervenants.

Les consultants en foresterie ont développé une expertise internationale, nationale et régionale qui contribue à enrichir le monde de la foresterie. Ils souhaitent maintenir cet apport car ils sont persuadés qu'il est bénéfique. L'ACF espère donc que le travail de la Commission d'étude favorisera la bonification du régime forestier en vigueur pour le bénéfice de tous les Québécois.





PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION DES CONSULTANTS EN FORESTERIE DU QUÉBEC

Fondée en 1999, l'Association des consultants en foresterie du Québec est une organisation sans but lucratif. Cinq ans après sa création, l'association compte seize membres actifs regroupant plus de trente bureaux-conseils oeuvrant dans les principaux secteurs du génie-conseil en foresterie, et présents à la grandeur du Québec.

LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION DES CONSULTANTS EN FORESTERIE

C.L.C. CAMINT INC. (Gatineau)	GROUPE OPTIVERT (Québec, La Tuque, St-Félicien)
CHABOT, POMERLEAU ET ASSOCIÉS (Magog)	LE GROUPE CAF (Abitibi)
CONSULTANTS FORESTIERS DGR INC. (Québec, Amos)	LE GROUPE DESFOR INC. (Québec, Abitibi, Laurentides)
DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS INC. (Québec)	LE GROUPE SYGIF INC. (Rimouski)
GAUTHIER, PARENT ET ASS. (Québec)	NOVAFOR INC. (Laval)
GÉOMATIQUE EMCO INC. (Lévis)	PIERRE MATHIEU, FORESTERIE-CONSEIL INC. (Saint-Augustin-de-Desmaures)
GROUPE-CONSEIL FORCHEMEX LTÉE (Québec)	SYLVITEC INC. (Québec)
GROUPE McNEIL (Québec)	TECSULT FORESTERIE INC. (Québec, Baie-Comeau, Montréal)

Seule association regroupant des cabinets en foresterie au Québec, l'ACF a pour mission de :

- contribuer au développement de la foresterie au Québec;
- promouvoir l'expertise québécoise en foresterie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du Québec;
- informer ses membres sur des sujets d'intérêt relatifs au développement de la foresterie;
- promouvoir et assurer une présence active des cabinets en foresterie dans les grands dossiers forestiers au Québec.

L'activité économique générée par les membres de l'ACF et leurs filiales représente environ 85 % du marché de la consultation en foresterie au Québec. En 2003-2004, les membres affichaient un chiffre d'affaires consolidé de 40 000 000 \$ et procuraient du travail à plus de 400 professionnels, techniciens et autres travailleurs.

La clientèle des membres de l'ACF est aussi diversifiée que leurs champs d'expertise et de pratique : ministères, dont le ministère des Ressources naturelles de la Faune et des Parcs du Québec, organismes parapublics, industrie forestière, coopératives de travailleurs forestiers, regroupements et associations de propriétaires forestiers, municipalités et municipalités régionales de comté, communautés autochtones, organismes à vocations fauniques et de villégiature, institutions financières, organismes de développement international, etc.

À l'avant-garde des technologies et des nouvelles tendances en matière de gestion et de conservation des ressources naturelles, les consultants en foresterie offrent un savoir-faire riche et varié qui s'appuie sur une tradition de près d'un demi-siècle de professionnalisme, d'intégrité et de responsabilité.

Cette expertise déborde le champ strict de la foresterie et englobe les disciplines connexes, telles que les sciences humaines, celles de l'information, l'écologie et l'économie. Ce registre varié de connaissances et de pratiques permet aux consultants d'apporter des solutions adaptées aux défis que pose le développement d'une foresterie durable.

En plus de fournir des services professionnels de qualité, les consultants en foresterie contribuent au développement de leur champ de pratique. Chaque année, les consultants en foresterie investissent des sommes significatives en recherche et développement afin d'enrichir la pratique des sciences forestières d'ici et d'ailleurs.

Par la voie de leur association, les consultants en foresterie sont en mesure d'apporter une contribution significative dans les grands dossiers forestiers au Québec.



SUJETS D'INTÉRÊT POUR L'ACF



1. CONNAISSANCE FORESTIÈRE

Depuis plus de 40 ans, la connaissance forestière du territoire québécois repose principalement sur les données recueillies dans le cadre des programmes d'inventaire forestier gérés par le MRNFP à travers la Direction des inventaires forestiers. Les travaux de cartographie forestière et de sondage réalisés dans le cadre de ces programmes visent notamment à produire les informations de base nécessaire à l'évaluation des stocks forestiers et de la possibilité forestière des territoires publics. Cette information constitue l'assise de la planification forestière sur terres publiques et l'intrant principal pour la réalisation des calculs de possibilité forestière.

Les efforts consentis à l'amélioration des méthodes et techniques d'inventaire forestier au cours des différents programmes ainsi que l'introduction des technologies de pointe pour le traitement et l'analyse des informations ont permis au Québec de se bâtir une expertise unique dans ce domaine. Toutefois, malgré l'importance des ressources allouées et même si la précision de celles-ci est considérée suffisante pour répondre aux exigences de la planification stratégique (calcul de possibilité), elle est nettement insuffisante pour les exigences de la planification opérationnelle d'aujourd'hui (PQAF, PAIF). À cet effet, les efforts en cartographie forestière et inventaire forestier doivent être intensifiés, standardisés et intégrés.

Des sommes considérables sont investies par l'industrie, le gouvernement du Québec et d'autres intervenants pour acquérir des connaissances forestières. Le MRNFP et l'industrie ont déjà défini un plan d'action (rapport en 2001) quant à l'acquisition et à la gestion des connaissances, dans l'esprit d'optimiser la collecte.

De plus, les ressources forestières non ligneuses sont méconnues et devraient être documentées davantage pour améliorer l'appréciation de tout le capital naturel du territoire.

Recommandations

- Reprendre les discussions avec les intervenants forestiers dans le but d'améliorer le plan d'action concerté pour l'acquisition, l'accumulation et l'utilisation optimale des connaissances forestières.
- Assurer l'allocation de ressources humaines et financières pour l'atteinte des objectifs fixés du 4^e programme décennal d'inventaire.
- Améliorer les connaissances sur les peuplements en régénération afin de permettre une meilleure simulation de leur évolution lors des calculs de possibilité forestière.
- Normaliser le processus de réalisation de tous les inventaires de suivi et d'interventions de façon à permettre l'intégration de ces informations dans la banque de la DIF.
- Appliquer un système de contrôle de la qualité de façon à garantir l'exactitude et la pertinence des informations produites par ces inventaires.
- Remplacer l'obligation de l'inventaire d'intervention annuel par un inventaire périodique dans les territoires prévus à la planification quinquennale.



2. PLANIFICATION GÉNÉRALE ET CALCUL DE POSSIBILITÉ

2.1 ÉTALEMENT DES PGAF ET DES RÉVISIONS DE LA POSSIBILITÉ

Les dépôts de tous les PGAF, lesquels incluent les calculs de possibilité forestière, doivent être effectués à la même date à la grandeur de la province. Ceci nécessite un travail intensif des ressources humaines qui y sont affectées pendant 24 mois, après quoi celles-ci ne sont plus requis avant la prochaine vague de PGAF, 36 mois plus tard. Actuellement, les échéanciers semblent primer sur la valeur intrinsèque des PGAF en élaboration. De plus, les données récentes servant d'intrants et issues de l'inventaire décennal sont rarement disponibles en même temps, et certaines sont presque périmées.



Recommandations :

- Autant que possible, élaborer les PGAF à mesure que de nouvelles données d'inventaire décennal sont disponibles.
- Évaluer correctement les ressources requises pour la confection des PGAF afin de minimiser les goulots d'étranglement.
- Répartir les PGAF et les calculs de possibilité forestière sur cinq ans selon de nouveaux calendriers de confection, en fonction de la disponibilité des données pour chaque région.
- Valider à partir d'autres approches ce que devrait être un niveau de prélèvement soutenu dans le temps.

2.2 AMÉLIORATION DES MODÈLES DE PRÉDICTION OU DE SIMULATION

La prise en compte des aspects spatiaux et économiques par l'actuel modèle de simulation serait un nouvel atout pour raffiner le calcul de possibilité. À cet effet, une dimension économique aurait intérêt à être intégrée au calcul afin de tenir compte des coûts de divers scénarios permettant d'optimiser les investissements. De plus, Sylva II ne considère pas l'évolution de plusieurs caractéristiques des arbres dans le temps (dm³/tige, carie, etc.). Ces paramètres forestiers ont pourtant un effet direct sur les coûts de récolte et la valeur des produits finis. Ils sont aussi importants pour l'évaluation des scénarios de récolte (prématurité ou postmaturité). Enfin, le modèle de calcul par taux (peuplements inéquiens) permet de suivre le volume récolté mais non celui sur pied.

Recommandations :

- Simuler et évaluer, avec les meilleurs outils possibles, la possibilité forestière.
- Se doter d'outils prévisionnels permettant de déterminer l'impact des scénarios d'aménagement sur le coût et la qualité des bois.

- Développer ou utiliser des outils complémentaires ou intégrés permettant de tenir compte des dimensions spatiale et économique. Ces outils doivent être disponibles lors des prochains calculs de possibilité (2007).
- Maintenir les tables régionales de concertation afin d'établir des stratégies d'aménagement cohérentes.



3. AUDITION ET CERTIFICATION

La réalisation des suivis forestiers requiert de nombreuses sorties au terrain et prises de données. Ces suivis sont nécessaires afin de se conformer aux normes et instructions de traitement donnant droit aux crédits sylvicoles, aux critères d'évaluation d'un traitement après 10 ans ou au respect du RNI.

L'efficacité du processus de vérification du MRNFP pourrait être améliorée en s'appuyant davantage sur les résultats des audits externes réalisés par des experts indépendants dans le cadre d'une certification.

L'intervention d'auditeurs externes permettrait également d'améliorer la crédibilité des contrôles et suivis de l'industrie et rétablir le lien de confiance avec le public.

Recommandation :

- Réviser les efforts de vérification des contrôles et suivis des activités de l'industrie en tenant compte des résultats des audits externes, réalisés par des firmes indépendantes.
- Auditer les travaux réalisés à titre d'obligation contractuelle du CAAF.
- Rendre publics les résultats des audits.

4. MAIN-D'ŒUVRE



La mise en œuvre des programmes de connaissances forestières du MRNFP (cartographie forestière, inventaire forestier, etc.) ainsi que les activités de planification et de suivi des interventions forestières requièrent une main-d'œuvre professionnelle et technique importante. Au cours des dernières années, plusieurs ingénieurs et techniciens forestiers ont déserté ce champ d'activités pour œuvrer dans des domaines mieux rémunérés, plus stables en termes de durée d'emploi, plus valorisés et plus valorisant. Ce phénomène est aussi fortement ressenti au niveau des inscriptions dans les programmes de formation en foresterie aux niveaux collégial et universitaire où une diminution considérable des inscriptions est notée depuis environ 5 ans. La foresterie n'a plus la cote auprès de la relève et le bassin de main-d'œuvre disponible diminue malgré l'évolution technologique significative dans le domaine.

Les métiers associés à la forêt, notamment ceux liés à la technologie forestière devraient être valorisés. Le bassin des ressources disponibles devrait être accru. La durée des emplois serait à améliorer. Une rémunération adaptée aux qualifications requises doit être assurée.

Recommandations

- Adapter le calendrier des travaux associés au domaine de la connaissance de façon à permettre de moduler dans le temps l'occupation des techniciens forestiers (Direction des inventaires forestiers).
- Adapter le calendrier des dispositions réglementaires associées à la planification et au suivi des travaux forestiers de façon à permettre l'optimisation de l'occupation du personnel technique.
- Favoriser l'utilisation par l'industrie forestière de firmes spécialisées qualifiées dans les activités d'inventaire et de cartographie.
- Harmoniser et coordonner les activités d'inventaires et cartographie pour optimiser les investissements et la main-d'œuvre.

5. STABILISATION DES NORMES

De nombreux facteurs semblent contribuer à la non atteinte du niveau planifié des travaux sylvicoles notamment, la variation régulière des normes (le Manuel d'aménagement forestier, le Règlement sur les normes d'intervention, les Instructions relatives et les méthodes d'échantillonnage).

Des bris d'informations peuvent se présenter lorsque les normes utilisées pour planifier un traitement sylvicole changent pendant la période visée par la planification quinquennale. La réalisation est ainsi affectée par de nouvelles normes opérationnelles.

Recommandations

- Analyser la pertinence de l'ensemble des normes reliées au processus de planification forestière et définir des mesures d'intégration des connaissances aux processus d'aménagement.
- Soumettre l'ajout de nouvelles instructions ou directives à un agenda précis et connu à l'avance de tous, soit : le 1^{er} avril pour les instructions relatives aux inventaires et aux travaux sylvicoles, le 1^{er} juin pour les instructions relatives au plan annuel d'interventions forestières et le 1^{er} juillet pour les instructions relatives au rapport annuel d'interventions forestières. Au-delà de ces dates, des ajustements au calendrier sont automatiquement consentis.

6. INTENSIFICATION DE L'AMÉNAGEMENT

Plus de 3,1 MM \$ (en dollar constant 2002) ont été investis depuis 30 ans en sylviculture au Québec selon le rapport de juillet 2003 du comité national sur l'intensification de l'aménagement forestier. Il est difficile d'évaluer précisément l'impact de ces travaux¹, mais il est indéniable que nous comptons sur leurs rendements puisque le calcul de la possibilité

¹ Les systèmes d'information ne permettent pas de mesurer les impacts forestiers (en volume et en valeur) et financiers, soit à l'hectare, par travaux sylvicoles ou par région : c'est comme vouloir mesurer la variation de niveau d'eau dans une baignoire, alors que l'on y ajoute de l'eau





forestière en tient compte, bien que cela ne nous informe pas sur l'évolution de la qualité ni si le rendement de ces investissements a été optimisé.

Aujourd'hui, avec la baisse de la possibilité appréhendée en forêt publique, le financement de la foresterie au Québec entre dans une phase précaire et l'intensification de l'aménagement forestier apparaît comme la clé de voûte.

Recommandations

- Mettre en place une politique d'intensification de l'aménagement forestier visant à améliorer les rendements et à développer le plein potentiel en tenant compte de la capacité du sol.
- Prendre soin d'intégrer la mesure des impacts totaux sur les finances publiques dans l'analyse économique des divers scénarios d'intensification de l'aménagement financés par l'État.
- Viser la productivité maximale afin de maintenir la possibilité forestière basée sur un zonage par vocations prioritaires.
- Rechercher des scénarios sylvicoles axés sur l'atténuation des conséquences des périodes critiques ; une répartition plus stable des stocks forestiers dans le temps ; miser davantage sur les responsabilités régionales pour déterminer les stratégies d'intensification les mieux adaptées à chaque situation.
- Permettre des niveaux variables de récolte dans le temps, notion davantage reliée au rendement économique.
- Accorder des crédits sylvicoles pour l'amélioration du rendement forestier (plein rendement en sylviculture intensive) sans gain de possibilité.
- Effectuer une analyse économique en valeur relative des investissements en sylviculture de façon à optimiser leurs rendements. On pourra fixer le niveau d'aménagement souhaité par

rapport aux résultats escomptés qui peuvent aussi s'exprimer en volume, en emplois, en valeur ajoutée, etc. Cette approche permet aussi d'apprécier l'effort à consentir si on désire protéger ou mettre en valeur certaines autres ressources du milieu.

7. ÉCONOMIE FORESTIÈRE

Historiquement, les notions économiques ont été peu utilisées dans la détermination des meilleurs choix sylvicoles. Parmi les principales raisons expliquant cela, mentionnons le fait que l'État est le propriétaire de plus de 85 % de la forêt au Québec. Sur le plan des rendements de la forêt, soulignons que l'horizon utilisé pour projeter la croissance de la forêt est long et difficile à concilier avec les hypothèses et théories généralement utilisées pour les analyses économiques. De plus, la forêt procure des bienfaits ou externalités quantifiables et non nécessairement additifs.

Recommandations

- Développer des outils conviviaux permettant de réaliser des analyses (de type coûts-avantages, par exemple) tenant compte des dimensions économique, environnementale et sociale.
- Développer des outils et des modèles d'analyse adaptés au secteur forestier intégrant la dimension économique dès le départ, notamment en tenant compte de la valeur des ressources et des traitements sylvicoles lors des simulations forestières.





CONCLUSION

L'ACF souhaite ardemment que les recommandations de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise portent fruit et génèrent un nouveau souffle pour la foresterie québécoise. À cet effet, elle souhaite que le rapport soit déposé auprès du gouvernement et analysé par un comité interministériel et non seulement par le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs afin que les recommandations soient prise en compte de façon élargie. De plus, il serait hautement souhaitable que le rapport de la Commission comprenne un plan de mise en application et de suivi des recommandations.

Ce premier audit permettrait de faire le suivi des recommandations et de valider la faisabilité des propositions formulées par la Commission.

Enfin, l'ACF remercie la Commission pour la considération qu'elle portera à notre mémoire.

Simon Parent, ing. f.
Président de l'ACF